

En résumé, avant de mettre en oeuvre une politique, les décideurs et les responsables de l'exécution doivent absolument réunir le maximum d'information. Il faut établir des règles nationales et internationales pour éviter de se retrouver piégé dans les situations décrites ci-dessus. Pour bien fonctionner, ces règles doivent être suffisamment simples afin de pouvoir les définir avec précision. Le libre-échange prévoit de telles règles. Il peut également aider à résister aux pressions politiques des intérêts spéciaux. Il laisse l'affectation des ressources aux forces du marché en limitant les interventions aux cas bien précis d'échec des mécanismes du marché et, peut-être, à titre de mesure défensive contre le ciblage abusif, par d'autres gouvernements, dans des secteurs où nous sommes de toute évidence compétitifs.

5. CONCLUSIONS

Après plusieurs années d'études théoriques et empiriques, ... il est apparu clairement que le débat sur le commerce stratégique, bien qu'ingénieux, revêt probablement une importance réelle minime.
[TRAD.]

Paul R. Krugman⁴⁷

En théorie, la politique commerciale stratégique a un rôle à jouer dans les deux situations suivantes : la concurrence imparfaite; et les économies d'échelle dans la production. En général, les prix sont supérieurs aux coûts de production différentiels sur des marchés mondiaux imparfaitement concurrentiels. En conséquence, les entreprises sont en mesure de réaliser des bénéfices, ou *rentes*, supérieurs à la normale. Dans certains cas théoriques, un gouvernement peut accroître le bien-être national au détriment d'un autre pays en aidant ses entreprises à soutenir la concurrence sur le marché mondial. L'idée fondamentale consiste à transférer les rentes des concurrents étrangers aux entreprises nationales. L'argument en faveur de la politique commerciale stratégique est lié à celui de la politique industrielle.

La politique industrielle permet de transférer des ressources des secteurs qui ne sont pas importants, selon le gouvernement, vers ceux qu'il juge utile de stimuler dans l'économie. Il

à toutes les parties concernées. Chaque pays essaye d'être autonome en matériel. Aucun pays n'est en mesure de réaliser les économies d'échelle qui découleraient de l'approvisionnement de l'ensemble du marché européen. Pour le matériel de télécommunications, la règle du jeu entre les pays revient au dilemme d'un prisonnier. En intervenant, chaque pays est en meilleure position que s'il est le seul pays à ne pas intervenir, mais tous les pays seraient en meilleure position si aucun d'entre eux n'intervenait. Voir Paul R. Krugman, «Is Free Trade Passé?», *Economic Perspective*, automne 1987, pages 131 à 144.

⁴⁷ Paul R. Krugman, «The Narrow and Broad Arguments for Free Trade», *American Economic Review, Papers and Proceedings*, (83) mai 1993, pages 362 à 366.